

## **ARRÊTÉ**

### **LE MAIRE DE SALON-DE-PROVENCE**

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L 2211-1 portant dispositions générales,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1 L 2212-2 et L 2212-5 portant sur la police municipale,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les article L 2213-1 et L 2213-2 portant sur la police de la circulation et du stationnement,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L 2214-3 portant sur les dispositions applicables dans les Communes où la police d'état est instituée,

VU le danger présenté par .....

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu d'interdire l'accès et l'utilisation des *immeubles situés au n° 55 et 61 rue de l'Horloge* .....

### **ARRETE**

**ARTICLE 1** – En raison du danger imminent présenté par *l'instabilité apparente des façades* l'accès des piétons et l'utilisation des *immeubles et logements / Commerces* sont provisoirement interdits à compter du *01 janvier 2026* jusqu'à mise en sécurité du site.

**ARTICLE 2** - La présignalisation et la signalisation de l'interdiction seront mises en place par les Services Techniques Municipaux.

**ARTICLE 3** – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Marseille pendant un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

**ARTICLE 4** - Le Directeur Général des Services et le Commissaire de Police sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à SALON, le *01/01/26*  
P/Le Maire,

*JL Miousset*

